

*Le budget—M. Marcel Tremblay*

compterait adopter de véritables mesures de guerre contre le cancer de la dette nationale qui ronge les finances publiques en adoptant un budget ferme, mesuré et cohérent.

Selon nos informations, il semblerait qu'en proposant un tel budget, le ministre des Finances du Canada (M. Wilson), verrait son avenir politique assuré pour de nombreuses années».

Fin du bulletin spécial.

Je peux vous dire, monsieur le Président, que toutes les informations contenues dans mon bulletin spécial sont vérifiables.

**M. Kindy:** Monsieur le Président, c'est avec intérêt que j'ai écouté le discours de l'honorable député. Il a parlé surtout du déficit et de la dette. Il a mentionné que la dette serait réduite d'ici quelques années. Si on regarde les statistiques, par exemple, on voit que la dette, en 1984, était de 180 milliards environ, aujourd'hui, elle est de 350 milliards et elle augmente tous les jours.

Le Budget que nous avons présenté est déficitaire dans le sens qu'il nous manque environ 30 milliards de dollars pour combler le déficit annuel. Nos revenus, cette année, sont d'environ 112 milliards de dollars et les dépenses, de 142 milliards de dollars. Cela fait un déficit pour l'année en cours, 1989-1990, de l'ordre de 30,5 milliards de dollars.

Je pense qu'en regardant ces chiffres on peut dire qu'on ne règle pas vraiment les problèmes du déficit ou de la dette nationale qui, l'année prochaine, atteindra la somme totale de 380 milliards de dollars et, naturellement, les intérêts sur cette dette seront probablement de 38c. sur le dollar que le gouvernement recevra des contribuables.

Alors, je pense qu'on ne traite pas du problème de la dette, qu'on n'a pas fait assez de coupures; on a augmenté le Budget, cette année, de 7 p. 100, et c'est quand même une augmentation très respectable, et nous n'avons pas les revenus pour combler ce déficit de 30 milliards de dollars.

De plus, en 1991, on amènera une taxe de vente qui touchera tous les petits contribuables. Cette taxe augmentera l'inflation, au Canada, d'environ 3 p. 100.

Alors, j'aimerais avoir une réponse du député à ma question. Qu'est-ce qu'il pense de la taxe de vente qui, la première année, contribuera à l'inflation dans la proportion d'environ 3 p. 100?

**M. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, j'aimerais peut-être dans un premier temps rappeler ce que je disais dans mon exposé, savoir que, selon moi, le déficit de 30 milliards de dollars est suffisamment bas pour satisfaire les marchés financiers et contribuera le plus vite possible, je l'espère bien, à la baisse des taux

d'intérêt que les Canadiens et Canadiennes anticipent, notamment les bonnes gens de Québec-Est.

Monsieur le Président, cette année, nous avons été considérablement malmenés sur le plan financier par suite de l'impact des taux d'intérêt qui ont été beaucoup plus élevés que prévu. Si mon honorable collègue regarde un peu l'échéancier sur lequel les effets du présent Budget auront des répercussions, on notera que les besoins financiers auront chuté, en 1993-1994, à 3 milliards de dollars, comparé à 20,5 milliards de dollars qu'on retrouve dans les prévisions budgétaires déposées par le Président du Conseil du Trésor, récemment.

Et, pour le bénéfice des gens qui nous écoutent, je pourrais peut-être rappeler que les besoins financiers sont ceux qui représentent l'argent que le gouvernement va emprunter sur le marché financier et que cet indicateur se compare actuellement assez bien à la définition du déficit qui est utilisée, soit aux États-Unis, soit au Royaume-Uni.

D'après cet indicateur, monsieur le Président, le Canada aura presque équilibré son Budget d'ici 1993-1994 et je pense que c'est le point fondamental qu'il faut rappeler aux gens, c'est sûr que tout cet exercice que nous faisons actuellement nous laisse un déficit de 30,5 milliards de dollars. Ce qu'il faut regarder, c'est que c'est une action immédiate dans le but d'en arriver dans un délai fort raisonnable à contrôler et à équilibrer notre Budget.

**M. Rocheleau:** Monsieur le Président, disons que je partage quelque peu les opinions de mon collègue de Calgary-Nord-Est (M. Kindy) lorsqu'il parle, justement, de la dette qui est passée de 177 milliards de dollars en 1984 à plus de 320 milliards de dollars aujourd'hui. Et le déficit cette année, dans le Budget, va dépasser de 1,5 milliard de dollars celui de l'an passé. Et si on se reporte à avant le 21 novembre 1988, le gouvernement conservateur d'alors nous cachait, cachait à la population canadienne, les vrais problèmes que connaissait le Canada tout entier.

• (1710)

Je me pose la question et je la pose au député de Québec-Est, monsieur le Président, à savoir si les électeurs et électrices de sa circonscription n'ont pas été bernés par les belles promesses du gouvernement conservateur, si on tient compte du fait que l'assurance-chômage, aujourd'hui, monsieur le Président, c'est l'employeur et l'employé qui devraient en subir les conséquences. Si on prend les programmes sociaux et les programmes universels, les fonds de pension, c'est, encore une fois, les personnes qui ont travaillé toute leur vie, indépendamment de leur richesse, qui devront en subir les coûts. Le premier ministre du Canada, monsieur le Président, on s'en souviendra, à Baie Comeau, prenait sa mère à partie, en disant que les programmes sociaux ne seraient jamais coupés et aujourd'hui, monsieur le Président, dans le Budget actuel qui n'apporte aucune amélioration